

Revue de l'année 2012 et incidences sur la coopération

Jooneed Khan

Journaliste, écrivain et militant de droits humains

Un coup d'œil rapide sur l'année écoulée 2011 s'attarde d'emblée sur quelques faits saillants : le tortueux Printemps arabe, la crise sans fin des pays riches (USA, UE), le progrès continu des pays du BRICS, le rôle croissant du G20 pour gérer un ordre mondial de plus en plus intenable, le désastre permanent en Haïti et la militarisation de l'Afrique avec l'entrée en scène de l'Africom, la persistance des guerres ruineuses en Irak et en Afghanistan, et leurs conséquences sur le Pakistan, les menaces de guerre contre la Syrie et l'Iran, et l'émergence du mouvement *Occupy* des 99% en Occident – hormis bien sûr la majorité de Stephen Harper au Canada et la vague Orange au Québec!

Mais au-delà des arbres, il importe plus que jamais de regarder la forêt. Et là, force nous est de constater que la forêt se transforme de manière sans précédent, et pas juste à cause du déboisement et de l'effet de serre : jusqu'à l'An 2000, les grands événements, y compris les conflits inter-coloniaux et les deux guerres dites « mondiales », même la rivalité Est-Ouest, restaient circonscrits au cadre d'un Ordre global soumis à l'hégémonie de l'Occident, du moins celle de ce qu'on appelle désormais le 1% au sommet du système.

Suivant le Big Bang de l'Europe que fut la Renaissance, l'Occident s'est imposé irrémédiablement à la planète grâce à une volonté politique bien servie par son sens de supériorité culturelle et par le recours à la puissance militaire, et à la combinaison sans relâche de sa maîtrise toujours plus grande des sciences et des technologies, des méthodes de contrôle politique, policier, culturel et linguistique, et de l'organisation et la gestion autoritaires de l'économie et du commerce.

Or cette hégémonie fout le camp. C'est ce que j'appelle la transformation sans précédent de la forêt. Celles et ceux qui en doutent encore auraient intérêt à voir les événements de l'année écoulée comme de véritables symptômes du déclin de l'Occident, à la fois effets et accélérateurs de mutations géopolitiques amples et profondes, et des signes aussi tant de la volonté des peuples du Sud de maîtriser les leviers de leur destin, que du refus des anciens maîtres du système de lâcher prise, fut-ce par de folles fuites en avant aux conséquences qui ne sauraient être que désastreuses.

¹Karl Polanyi et Davos 2012

La préparation des JQSI (Journées québécoises de solidarité internationale) coïncident toujours avec le Forum économique de Davos, et son contrepoids depuis 11 ans, le Forum social de Porto Alegre. Signalons que Davos avait pour thème cette année « *La Grande transformation* », d'après le titre de l'œuvre charnière de l'économiste hongrois, et canadien, Karl Polanyi, publié en 1944. Ce qui a amené le *Guardian* britannique à écrire que « *Le fantôme de Karl Polanyi hante les salons de Davos* », expression qui était aussitôt reprise sur des blogs de tous les continents. L'auteur, Larry Elliott, explique bien que Polanyi considérait le capitalisme de marché comme une utopie insoutenable, et estimait que des marchés absolument libres entraîneraient l'effondrement politique et social. Elliott souligne aussi que si les grands prêtres du capitalisme absolu réunis à Davos ont admis que le système est en crise, ils ne sont pas prêts à proposer les restructurations qui s'imposent – mais réclament plutôt « plus de capitalisme »! Ce n'est pas un vœu pieux : l'Empire US privatise de plus en plus la guerre en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, et la tendance aux États-Unis est à la privatisation de l'école publique!

J'ouvre ici une parenthèse pour expliciter en un raccourci extrême la pensée de Polanyi : son étude de l'anthropologie et de l'histoire l'amena à situer l'émergence du capitalisme moderne avec les Révolutions agraire et industrielle en Grande-Bretagne. Le régime des *enclosures* (clôture des communes) poussa les paysans à vendre leur force de travail dans les usines. L'organisation de ce système engendra un espace pour l'économie totalement coupé de la vie sociale et de la société elle-même. Fuyant l'Autriche des années 1930, il analysa le marxisme comme un système où le pouvoir politique dicte ses lois à l'économie, et le fascisme comme un système opposé, c'est-à-dire où c'est l'économie qui régit la vie politique. Souvent décrit comme un socialiste chrétien, il prônait un équilibre où le politique, l'économique, le social et le culturel s'encastrent dans un fonctionnement intégré.

Je vous renvoie à un article de Jérôme Maucourant et Sébastien Plociniczak, *Penser l'institution et le marché avec Karl Polanyi*, dans la *Revue de la régulation*, no 10, 2^e semestre 2011.

Une lutte aussi vieille que l'humanité

L'expression Printemps arabe, devenue à la mode grâce à nos médias même si l'automne et l'hiver arabes y sont entremêlés, est un outil dans notre panoplie de gestion du système mondial : utilisée comme code dans notre récit hégémonique du monde, elle isole la mobilisation du peuple arabe pour les droits politiques, économiques et sociaux, et elle nous la sert comme un phénomène unique, isolé des revendications analogues qui l'ont devancé et qui l'accompagnent autour de la planète entière – et surtout de la remise en cause en Asie, en Afrique et en

¹ Document préparé pour l'Assemblée générale spéciale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, le 17 février 2012.

Amérique latine, du système mondial issu de la violence du colonialisme, de l'esclavage et de l'impérialisme.

Ce qu'on appelle le Printemps arabe est en fait une autre étape dans une quête incessante de justice et de dignité aussi vieille que l'humanité elle-même. Elle est aussi la manifestation la plus récente d'un vaste courant de réveil et de libération qui travaille depuis fort longtemps le tréfonds du système mondial post-colombien, de façon souterraine le plus souvent, mais de temps à autre d'une manière éruptive qui entraînait toujours une répression sans merci, mais aussi parfois une répression accompagnée d'accommodements consentis par les maîtres du système pour pérenniser le *statu quo* en l'actualisant.

Je vous renvoie ici à *Une histoire populaire de l'humanité*, le livre de Chris Harman qui vient de paraître aux Éditions La Découverte.

Mais le *statu quo* est de moins en moins pérennisable; il est même de plus en plus intenable. C'est dire que les grandes secousses de l'année 2011 prennent tout leur sens seulement quand on les situe dans un long, vaste et profond processus qui provoque, depuis une bonne décennie, le basculement d'un Ordre mondial que l'on croyait, jusqu'à aussi récemment que l'An 2000, devoir durer encore 1000 ans!

Le *Project for a New American Century*

Je dis l'An 2000, parce que c'est l'année où George W. Bush a accédé au pouvoir à la tête de l'Empire américain, sur lequel ont surfé les pays de l'OCDE et de l'OTAN ces 65 dernières années – qui ont été celles de la plus grande partie de ma vie.

Bush s'est installé à la Maison Blanche armé d'un manifeste appelé *Project for a New American Century* (PNAC). Le révisionnisme en cours sur l'Internet ne vous le dira pas, mais ce programme, concocté par des stratèges néoconservateurs comme Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Richard Perle et Paul Wolfowitz, était appliqué dès la chute de l'Empire soviétique par George Bush Sr (l'invasion du Rwanda par le FPR en 1990 pour la reconquête du pays par la minorité tutsie alors que l'apartheid s'écroulait en Afrique australe, la 1^{ère} guerre contre l'Irak en 1990-91, l'aventure de Somalie en 1992). Bill Clinton prenait la relève en 1993, boutant la France hors du Rwanda en 1994, et consacrant ses deux mandats au démantèlement de l'ex-Yougoslavie, et ce jusqu'à l'indépendance du Kosovo par une OTAN qui a contourné allègrement l'ONU.

Durant cette même décennie 1990-2000, les économies de l'Inde, de la Chine, du Brésil redémarrèrent en force, et l'Amérique latine, avec un Brésil sur sa lancée et une Argentine amoindrie, se débarrassait de l'emprise états-unienne. Il y a deux ans naissait à Cancun la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (Celac). Comme son nom l'indique, la Celac regroupe les États d'Amérique latine et de la Caricom (Communauté caribéenne), et exclut délibérément les États-Unis et le Canada. La Celac était officiellement lancée en décembre 2011 lors d'un sommet à Caracas, où le président vénézuélien Hugo Chavez a déclaré : « Au fil des ans, la Celac va faire oublier la vieille OEA (Organisation des États américains), usée ». « C'est l'arrêt de mort de la doctrine Monroe », a dit Daniel Ortega, le président du

Nicaragua, évoquant la stratégie du 19^e siècle qui faisait des Amériques la sphère exclusive des États-Unis.

Mais nos gouvernements et nos médias n'en soufflaient mot, et nous décodions cela comme le signal que tout allait bien et que nous avions toujours les choses en mains. Le 21^e siècle allait être celui des États-Unis, et donc de l'Occident. Puis vint l'électrochoc du 11 septembre 2001, et voilà l'OTAN, obéissant à sa propre charte et à ses propres impératifs, partie à la conquête de l'Afghanistan – même s'il n'y avait pas un seul Afghan parmi les auteurs des attentats, et même si 15 des 19 terroristes étaient en fait des citoyens d'Arabie saoudite, notre grand allié arabe et islamique! Dix-huit mois plus tard, c'était l'invasion et l'occupation de l'Irak, toujours au mépris de l'ONU et du droit international. Nous étions comme tétanisés et... fascinés.

Enlissement et désenchantement

C'est en 2005, quand l'enlissement de l'Empire US en Irak et de l'OTAN en Afghanistan s'est imposé comme une réalité fatidique, que les maîtres du Système, Davos en tête, ont évoqué, pour la première fois ouvertement, la menace d'un basculement de l'Ordre mondial par la poussée économique des pays du BRICS et par l'amorce du déclin de l'Occident. Le PNAC (*Project for a New American Century*), qui postulait que la Superpuissance US ne tolérerait pas l'émergence de rivaux, même parmi ses alliés, et qu'elle se réservait le droit de « la frappe nucléaire préventive », disparaissait du site Web de la Maison Blanche. Le 21^e siècle ne serait pas celui de l'Empire états-unien et l'Ordre mondial post-colombien ne durerait pas encore 1000 ans!

Mais revenons-en à la revue de l'année 2011. Ce que les faits saillants médiatisés ne disent pas, c'est que près d'un milliard d'êtres humains ont continué de souffrir de malnutrition et de famine, la moitié en Asie-Pacifique, et le quart en Afrique subsaharienne. Cela, nous rappelle *worldhunger-org*, dans un monde qui produit assez d'aliments pour nourrir la planète. *Globalissues.org* nous rappelle que 21.000 enfants continuent de mourir chaque jour dans les pays pauvres, où 2,5 milliards de personnes n'ont pas de facilités sanitaires, 1 milliard d'enfants sont privés de services essentiels à la survie et au développement, 100 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire, 7,6 millions d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans, et 500.000 femmes meurent de complications dues à la grossesse et à l'accouchement.

Je ne tiens pas à vous assommer avec des chiffres insoutenables que vous connaissez toutes et tous fort bien déjà.

Mais permettez que j'attire votre attention sur quelques autres chiffres du même ordre macroéconomique et tout aussi non médiatisés, mais plus intéressants en termes de développement : selon un spécialiste indien, professeur à l'Institut de gestion de Calcutta (IIM), le taux de croissance indien de 6-8% s'explique par le fait que l'Inde est passé d'un taux d'investissement de 10% du Revenu intérieur brut et d'un taux d'épargne de 8% en 1948 à 23% et 20% en 1980, et à 36% et 38% en 2010. Parallèlement, la Chine affiche un taux d'investissement de 46% et

d'épargne de 50%, et un taux de croissance qui est presque le double de celui de l'Inde. Le revenu par tête est passé de 150\$ en 1960 à 4500\$ en Chine, et de 15\$ en 1960 à 3500\$ en Inde. L'Inde, la Chine, et le Brésil aussi, sont en voie de grossir les rangs de leurs classes moyennes, dont l'accès à la consommation est devenu un important moteur de leur croissance.

L'accaparement des terres et résistances paysannes

L'expert de l'IIM souligne toutefois que ce modèle de croissance engendre deux problèmes : l'accroissement de la pauvreté et celui de la corruption. La pauvreté accable d'abord et avant tout la paysannerie, qui voit l'agriculture marginalisée par la nouvelle économie (les subventions de \$3-milliards que les États-Unis versent à leurs 25.000 producteurs de coton font chuter les prix de 12-25%, par exemple). Et cette économie ne parvient pas à créer dans le secteur non-agricole les emplois nécessaires pour absorber les paysans déplacés, même si la Chine y parvient un peu mieux que l'Inde. La réalité, souligne-t-il, c'est que l'Europe s'est développée en faisant main basse pas seulement sur les terres communales de ses propres paysans, mais aussi sur celles d'autres peuples autochtones, et en y exportant sa main-d'œuvre excédentaire sous forme d'émigration massive vers les colonies. Ce double avantage n'est disponible ni à l'Inde ni à la Chine ni au Brésil ni à l'Afrique du Sud – d'où l'importance cruciale de la réforme agraire dans ces pays.

Un secret de l'Inde bien gardé par nos médias à ce sujet, car l'Empire US cultive l'Inde comme contrepoids à la Chine, c'est la guerre que l'État mène (en parallèle à la guerre médiatisée au Cachemire) dans une dizaine de provinces centrales du pays contre ses peuples autochtones, appelés Adivasis, sous le slogan de la lutte contre le maoïsme et contre le terrorisme. Nous avons affaire à une stratégie classique de volonté de mainmise sur des ressources minières enfouies dans le sous-sol des territoires autochtones, et convoitées par des multinationales avec l'aide des pouvoirs politiques et médiatiques de plus en plus corrompus. Pour se défendre et protéger leurs terres, les Adivasis ont fait le jonction avec la guérilla maoïste (il s'agit de combattants indiens inspirés par la stratégie de Mao Zedong et par la Révolution chinoise), active dans ces régions, et ailleurs, depuis bien avant l'indépendance en 1947.

L'appauvrissement constant des paysanneries et l'accaparement massif de terres par des États et des multinationales pour faire de la culture industrielle destinée à l'exportation constituent une grave menace pour la sécurité alimentaire des populations, a dénoncé l'Oakland Institute dans un rapport publié l'an dernier – qui est lui aussi passé sous le radar de nos vigilants médias. En plus de firmes chinoises et brésiliennes auparavant pointées du doigt, l'Oakland Institute, citant l'IFPRI (*International Food Policy Research Institute*), l'ONG Grain et la FAO, écrit que les 180 cas d'achats massifs de terres compilés depuis 2008 impliquent des firmes de Wall Street, des universités US, et des pétro-émirats du Golfe, et portent sur quelque 50 millions d'acres de terres en Afrique et en Asie. En Afrique seulement, la Banque mondiale a recensé l'accaparement de 60 millions d'hectares (la taille de la France) ces trois dernières années. Le rapport s'inquiète du sort de 1,2 milliard de petits paysans qui vivent sur moins de deux hectares à travers le Tiers monde.

Critique et mort de « l'Aide au développement »

C'est dire que les défis du développement demeurent multiples et pressants, mais qu'ils appellent un changement d'approche radical qui consiste à décupler nos forces pour peser sur les macro-restructurations en cours afin d'aider à libérer le génie et les énergies des peuples et à les soutenir pour qu'ils prennent en mains la maîtrise de leurs propres destins - ce qui concerne en fait notre destin commun à toutes et à tous sur la petite planète bleue.

La stratégie dite de « l'Aide au développement » des pays de l'OCDE est en butte à des critiques vives et perspicaces depuis l'aube des décolonisations il y a 60 ans. Gilles Carbonnier, de l'Institut d'études de développement à Genève, en a fait une recension, en janvier 2010, dans la *Revue internationale de politique de développement*. À l'instar de Raymond Cartier dans *Paris-Match* en 1956, note-t-il, des populistes occidentaux y dénoncent le « gaspillage » de l'argent des pays riches dans des dépenses somptuaires de dictatures « qui nous appauvrissent »! Des néolibéraux y voient une forme de subvention qui déforme les mécanismes du marché et qui accroît la dépendance et la corruption dans les pays pauvres, ce qui les empêche de se mobiliser et d'adopter « de bonnes politiques ». C'est la thèse de Peter Bauer dans son livre *Dissent on development*, publié en 1971. Celles et ceux qui sont qualifiés de « néo-marxistes » dénoncent, eux, ce qu'ils appellent « l'industrie, le business de l'aide », à la façon de Teresa Hayter, auteure d'un livre intitulé *Aid as imperialism*, et publié lui aussi en 1971, poursuit-il.

Aujourd'hui, en 2012, loin des étiquettes idéologiques et dans un contexte d'économie politique pure, ces critiques convergent pour reconnaître que la soi-disant « aide », qu'elle soit d'urgence en cas de catastrophes naturelles, humanitaire dans des situations identifiées comme critiques, ou destinée au « développement », n'est en fait qu'un instrument de domination et de contrôle des pays riches sur les pays pauvres, voire un instrument actif de « sous-développement » de ces pays qu'on prétend vouloir aider à se développer. On a vu comment « l'aide » a été militarisée par les pays de l'OTAN en Afghanistan, cela en vain puisque ces pays négocient désormais avec les Talibans après y avoir englouti des milliards de \$ (milliers de milliards), et discrédité les ONG de nos sociétés civiles. En Somalie, la découverte soudaine d'une famine larvée et programmée depuis une décennie a permis d'y déployer l'Africom et ses drones tueurs au nom de la chasse aux chebabs et aux pirates – et de militariser un peu plus la vie des Africains.

L'économiste ougandais Yash Tandon, l'un des critiques les plus avertis et les plus éloquents de « l'Aide au développement », vient de publier une monographie de 40 pages aux éditions Fahamu de *Pambazuka News*, intitulé « *Demystifying Aid* ». Dans une interview à la revue allemande *Welt-Sichten*, dont j'ai fait distribuer des copies à notre rencontre du 27 janvier, il affirme que « l'aide est devenu un mot obscène, comme le colonialisme ». Il affirme que, dès le début, le concept de « l'aide » a été défini et appliqué unilatéralement par les pays donateurs, et quand l'échec a commencé à poindre il y a 10 ans, les donateurs ont blâmé les pays receveurs et exigé d'eux de nouvelles conditionnalités. Il maintient qu'un million de personnes au moins en Occident vivent de l'industrie de l'aide, mais que cette industrie est condamnée à disparaître puisque le Document final de la rencontre de

Busan, en Corée du Sud, fin 2011, « ne mentionne plus *l'efficacité de l'aide* » car « celle-ci a perdu toute légitimité ».

Premières nations, décolonisation et solidarité

C'est de plus en plus le même discours qu'adoptent les Premières nations du Canada, comme on l'a noté au Sommet du mois dernier à Ottawa. Shawn Atleo, Chef national de l'APN, a affirmé que les Premières nations n'en voulaient plus de la Loi sur les Indiens et désiraient retourner au régime des Traités pour transiger avec le Canada de nation à nation. L'ancien Chef national Ovide Mercredi a martelé avec force détails l'intérêt des Premières nations pour les Traités et leur refus de la Loi sur les Indiens. Jody Wilson-Raybould, chef régionale de Colombie-britannique, a carrément dénoncé la Loi sur les Indiens comme le fondement d'un régime colonial et humiliant, et a appelé à la « décolonisation. » Mais, les précédant au micro, Stephen Harper avait déjà rejeté d'avance toute abrogation de la Loi sur les Indiens ou même sa révision. « Voilà notre approche, a-t-il dit, remplacer certains éléments de la Loi sur les Indiens par des dispositions et des procédures plus modernes, en partenariat avec les provinces et les Premières Nations. »

Revenons à l'interview de Yash Tandon à la revue *Welt-Sichten*. Interrogé sur un projet de la banque allemande KfW qui finance le système d'eau potable en Ouganda, il répond : « Pourquoi appelez-vous cela de l'aide? Appelez ça du business, comme le font les Indiens et les Chinois en Afrique. Ils y vont pour faire des affaires. Ils ne parlent jamais d'aide. Ils savent que parler d'aide, c'est humiliant pour l'Afrique. Soyez transparents et appelez les choses par leur nom. Pourquoi cacher vos intérêts commerciaux et politiques ?»

La revue lui demande alors ce qu'il voit de mal quand un organisme lié à une Église allemande travaille avec des partenaires de la base dans des régions rurales de l'Ouganda pour accroître le pouvoir de femmes ou de paysans pauvres. La réponse de Tandon est intéressante : « Voilà un type de relations que j'accepte, une relation basée sur la solidarité. Mais la solidarité est un concept très difficile. Si le but est d'aider les Ougandaises à se doter elles-mêmes de pouvoirs, par leurs propres projets, j'appellerai cela de la solidarité. Mais les gens d'Allemagne ne doivent pas venir imposer leurs valeurs aux Ougandaises. En d'autres mots, si les communautés de ces femmes ont certaines pratiques culturelles, les organismes de solidarité venant d'Occident doivent respecter cela ».

« Même si ces pratiques sont en conflit avec les droits humains universels? », demande le journaliste. « Oui, répond Tandon, parce que cela ne vous regarde pas. Ces femmes n'ont pas besoin d'agences étrangères pour les *encourager*, comme vous dites. Mon expérience de 20 années de travail à la base en Afrique m'a appris que les initiatives de paysannes contre l'oppression en Afrique sont très fortes et très stratégiques. Elles savent ce qui peut marcher et ce qui ne marchera pas. Si dans un tel contexte un organisme étranger vient soutenir les initiatives de ces femmes, ça marchera. Mais si vous venez de l'étranger pour résoudre le problème, vous pouvez créer des conflits que vous ne parviendrez pas à gérer. Tout développement est de l'auto-développement ».

Haïti : Où est passé l'argent de la reconstruction?

Haïti, pays martyr s'il en est un, illustre bien cette évaluation. Le 12 janvier 2012, deux ans après le séisme, la revue *Courrier International* publiait une étude de la revue états-unienne *CounterPunch*, sous le titre : « Mais où diable est passé l'argent de la reconstruction? ». Je vous en recommande la lecture en ligne. Selon un résumé fait par l'agence haïtienne Alterpresse, « seulement 1% de l'aide a été remis au gouvernement haïtien », « à la fin de 2011, sur les 5,5 milliards de \$US promis à New York pour 2010 et 2011, un peu plus de la moitié, soit 52.9%, a été décaissé », « et les résultats peinent à être visibles. » L'article poursuit : « Sur chaque dollar accordé par les USA pour l'aide d'urgence, moins d'un cent est parvenu au gouvernement et aux ONG haïtiens » et « les bénéficiaires principaux ont été l'armée US - qui a reçu 33 cents sur chaque dollar, et de grandes ONG publiques et privées comme Save the Children et le Programme alimentaire mondial (PAM). » La *Cooperative Housing Foundation* (CHF international / 8,6 millions) et la Croix Rouge US (486 millions) ont décroché une grande part de cette manne post-catastrophe sous forme de contrats et de dons » et « les anciens présidents Georges Bush et Bill Clinton ont récolté 54 millions de financement au nom d'Haïti ». « En Haïti, où le logement demeure l'un des plus grands défis de la reconstruction, avec plus de 500.000 personnes vivant encore dans des camps insalubres et des abris de fortune », ajoute *Alterpresse*, deux millions de \$ sont allés à la construction d'un hôtel de luxe, dont le chantier s'élève à 29 millions de dollars. »

Interviewé en octobre 2011 par le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), Camille Chalmers, de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (Papda), porte un regard analogue sur « l'aide étrangère » après le séisme. « On a vu de grosses ONG internationales arriver, avec un grand nombre d'expatriés, dépenser des sommes faramineuses qui, au lieu d'aider le peuple haïtien, vont plutôt engraisser les bureaucraties internationales. Elles ont consommé une grande partie des dons provenant des citoyens du monde. La plupart de ces grosses ONG internationales ont fonctionné en Haïti comme un État dans l'État. Cette tendance, antérieure au séisme, s'est affirmée et consolidée. » Il poursuit : « l'occasion a été saisie par l'impérialisme états-unien pour renforcer sa mainmise sur le pays. C'est ainsi qu'il faut interpréter la mise en place d'un mécanisme de canalisation de l'aide, la CIRH (Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti), codirigé par l'ancien président états-unien Bill Clinton, et qui aujourd'hui monopolise une grande partie de l'aide internationale et gère directement ces flux. Cela se fait sans consulter les acteurs haïtiens, sans même consulter le gouvernement. C'est un mécanisme parallèle à l'État haïtien qui se substitue à la mission qui est accordée par la Constitution aux ministères. »

Mais Chalmers reste optimiste, et rejoint Yash Tandon pour dire que « tout développement est de l'auto-développement » : « Il y a une autre dynamique, beaucoup plus intéressante, à laquelle la PAPDA a contribué, qui était de profiter de cette catastrophe pour rapprocher et unifier les mouvements progressistes. Depuis 2010, on a vu beaucoup plus d'initiatives mises en place conjointement par divers groupements qui n'agissaient pas de façon concertée auparavant. Par exemple, le 3 octobre, Journée mondiale de l'habitat, nous avons organisé une mobilisation

contre les expulsions forcées et pour la défense du droit au logement décent et des droits des citoyens qui sont encore sous les tentes (ils sont encore près de 700.000). On espère que cette dynamique pourra aboutir d'ici la fin de l'année à la mise en place d'une assemblée permanente des mouvements sociaux progressistes qui pourrait se réunir chaque trimestre et mettre en place un espace de décisions et de construction de stratégies collectives. »

« Printemps haïtien » et Gel canadien

Un « Printemps haïtien » est en gestation. Quand et comment, nul ne peut le dire. Mais Haïti est engagé dans la dynamique de la Celac, de la déconnexion par rapport à l'axe US-Canada-France, et de l'altermondialisation avec ses voisins latino-américains et caraïbéens. Et ce n'est pas Michel Martelly qui va l'en empêcher : le nouveau président haïtien est aux prises avec un Parlement réfractaire, une presse alerte, un Bébé Doc encombrant, d'ex-militaires remuants, et un conflit de double citoyenneté alléguée!

Voilà un indice de plus, s'il en faut, pour constater l'échec de l'industrie de l'aide, car elle était censée assurer la pérennité du vieil Ordre mondial post-colombien et prévenir toute déconnexion et tout rééquilibrage géostratégique aux dépens du G7. Le Canada a beau parler de « renouveler notre engagement » et de « forger une nouvelle relation d'aide », il a gelé les fonds, dit viser à « réduire la pauvreté globale », lie explicitement ses projets à « l'alignement des pays receveurs sur sa politique étrangère » (ce qui signifie la stratégie de l'Empire US), et son action sur les Objectifs de développement du millénaire (ODM) est tout aussi régressive que son engagement creux pris il y a 40 ans de consacrer le fameux 0,7% de son PIB à ce chapitre!

J'ai relevé cette phrase sibylline sur la page Web de l'ACDI: *"CIDA's aim is to help people living in poverty in developing countries."* C'est comme si le Canada disait qu'il cherche à aider les gens « à vivre dans la pauvreté » dans les pays pauvres! » Il ne suffit pas de dire qu'on veut « forger une nouvelle relation » avec les pays pauvres, il faut le faire. Et cela signifie abandonner la feuille de vigne du paternalisme, d'intentions nobles et de vœux pieux, admettre carrément qu'on fait du business et qu'on exerce des pressions politiques, et astreindre nos projets de coopération au domaine strict de la solidarité entre sociétés civiles dans le plein respect des autonomies locales.

Je vois que ces contradictions préoccupent au plus haut point l'Aqoci elle-même, comme en fait foi le Document d'orientation de cette AG spéciale. Il y va à la fois, dit le document, de la survie à court terme de nos ONG et de leur légitimité à long terme. Et quand l'État canadien persiste à tenir la dragée haute aux ONG, quand il ne les marginalise pas tout simplement, les défis peuvent paraître insurmontables. Fait intéressant, ce même double défi d'autonomie et de légitimité se pose à nos partenaires locaux des pays pauvres, et nous devons donc saisir et comprendre plus aisément leur dilemme. En ce début du mandat majoritaire des conservateurs de Stephen Harper, la coopération solidaire du Québec avec les pays pauvres a des jours sombres devant elle : elle peut compter sur l'activisme de l'opposition NPD aux Communes, mais elle doit aussi rechercher des alternatives, et la projet d'une

Agence québécoise de coopération et de solidarité internationales me semble fort à propos.

Micro-projets et macro-restructuration

Alors que les grands OCI se font coopter comme partenaires stratégiques de l'ACDI, les petits OCI s'activent par le biais de microprojets à semer l'espoir parmi les multitudes sans espoir de la planète. Ce travail est noble et précieux, il exprime les valeurs profondes de solidarité sociale et humaine du Québec et, à l'heure de l'altermondialisme, il aide à préparer pour nous toutes et tous, au Sud comme au Nord, un avenir commun d'entraide basé sur le respect mutuel au-delà de nos différences culturelles et linguistiques, et sur la construction d'une économie solidaire durable. Pour cette même raison, il importe que nos petits OCI combinent leurs énergies pour faire pression sur l'État canadien dans le sens d'une « nouvelle relation de coopération » et pour peser de tout leur poids cumulatif afin d'accélérer les grands changements macro-structurels en cours.

Je suis moi-même un produit de la micro-coopération Nord-Sud puisque c'est grâce à une bourse du Commonwealth, octroyée sous le Plan Colombo de 1950, que j'ai pu venir effectuer des études universitaires au Canada dans les années 1960. Et si je critique aujourd'hui la façon dont le Canada s'est enfermé ces 60 dernières années dans une stratégie de coopération qui lui a profité surtout à lui-même et qui a accru la dépendance des pays pauvres, c'est que je suis persuadé qu'une vision moins myope et plus généreuse nous aurait permis, à toutes et à tous, de faire l'économie du choc actuel et d'éviter la rupture comme celle que l'Amérique latine et les Caraïbes viennent d'imposer avec la Celac. On dira qu'il y avait le contexte de la Guerre froide, bien sûr, mais cela fait plus de 20 ans que la Guerre froide est terminée – elle a même été gagnée par le Canada.

Au début des années 1990, longtemps avant que l'on parle du BRICS, j'avais proposé, lors d'une consultation organisée par les libéraux de Jean Chrétien, que le Canada forme une sorte de G5 ou G6 avec des pays ouverts et influents du Sud comme l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et autres pour proposer après la Guerre froide un agenda de coopération solidaire Nord-Sud. Pour être franc, j'avais aussi proposé que le Canada abolisse la monarchie et devienne une République, qu'elle quitte l'OTAN, et qu'elle règle sur la base du respect mutuel les questions du Québec et des Premières nations. Il y eut autour de la table bien d'expressions embarrassées, de grincements de dents et de regards vers le plafond parmi les mandarins et autres carriéristes présents!

Rétablir l'hégémonie par le militarisme et la guerre?

Pour conclure, je reviens à la revue de l'année 2012 pour récuser avec la plus grande fermeté toute perception d'utopisme rêveur ou d'idéalisme dans mes propos. Il y a 40 ans, je cofondais un mouvement politique à Maurice, mon pays natal au cœur de l'océan Indien, et je proposais les mêmes idées – qui étaient alors vraiment utopistes puisque l'Ordre mondial post-colombien était tout à fait hégémonique dans le contexte de la Guerre froide et semblait devoir durer 1000 ans, justement. Je ramais à contre courant, assurément. Mais à l'aube de la seconde décennie du 21^e siècle, le courant se renverse dans le sens où je ramais!

Malheureusement, les maîtres de l'ancien système s'accrochent mordicus à leurs manières de faire discréditées. L'OTAN n'est plus dans l'OTAN. Elle se modernise et étend son champ d'action. Ses drones tuent indifféremment au Pakistan, au Yémen, en Somalie. Elle aide à écraser le Printemps arabe au Yémen, à Bahrein (qui abrite la 5^e flotte US) et en Arabie saoudite, elle a confisqué celui de la Libye, elle cherche à détourner celui de la Syrie, pendant qu'elle gère toujours ceux de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie par islamistes, Turcs et pétro-émirats interposés. Israël peut toujours compter sur elle, et l'Iran a toutes les raisons de s'en méfier et à intensifier ses liens avec la Russie, la Chine, l'Inde, l'Afrique et... l'Amérique latine que Téhéran cible depuis peu avec une chaîne TV de 24-heures en espagnol appelée HispanTV.

Le veto russe et chinois au projet interventionniste de l'OTAN en Syrie a été un tournant. Il y en aura d'autres, comme par exemple le vote annoncé sur l'admission de la Palestine à l'ONU. Les grandes manœuvres autour de la Syrie sont enclenchées, avec des agents de pays de l'OTAN déjà au sol et la participation de la Turquie, de l'Arabie saoudite et d'Al Qaeda à leurs côtés! On approche de la grande guerre rêvée dans les officines de l'OTAN et d'Israël entre sunnites et chiites. Le Royaume-Uni dépêchait entre-temps des navires de guerre aux îles Malouines, et l'Argentine affirmait qu'il y avait parmi des sous-marins armés de missiles nucléaires, ce qui est en violation du Traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l'Amérique latine.

Éviter le glissement vers la guerre et le fascisme

Sommes-nous au seuil d'une nouvelle grande guerre, qui cette fois serait vraiment mondiale? Les pays de l'OTAN, en perte de vitesse économique et géopolitique, n'ont comme atout véritable que leur bras armé hypertrophié. Cherchent-ils à s'en servir pour réimposer une hégémonie en recul? Car même si les guerres du 21^e siècle leur coûtent cher, c'est aussi la guerre qui fait marcher leur machine industrielle, et donc leur économie.

En parallèle, le capital prend le dessus sur les gouvernements élus en vue de gérer les crises en Grèce, en Italie, au Portugal. En Espagne, où la droite est revenue au pouvoir, une cour vient de radier pour 11 ans du barreau le juge Baltasar Garzon, qui avait ouvert une enquête sur Guantanamo et sur plus de 100.000 disparus de la Guerre civile espagnole. Aux États-Unis, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 et du Patriot Act, et en pleine effervescence du mouvement Occupy durement réprimé par une police de plus en plus militarisée, des plans sont dépoussiérés et d'autres sont élaborés pour arrêter et détenir sans procès des citoyens états-uniens suspects de terrorisme dans des camps prévus sur des bases militaires. Et le Canada annonce qu'il approuve le recours à la torture.

Il est plus que temps d'arrêter la longue chute du Canada de son piédestal de force pour la médiation et la paix dans le monde aux bas-fonds des va-t-en-guerre drapés dans de fausses morales de circonstance et soucieux surtout de tirer profit d'une hégémonie déclinante qui cherche à retrouver un nouveau souffle. Cela veut dire que le Canada doit adhérer pleinement et avec confiance au monde nouveau

qui émerge sous nos yeux, et aider à façonner ce nouveau monde d'une manière aussi équilibrée et optimale que possible, au lieu de s'enfermer dans l'adoration de la reine et en compagnie de dinosaures fous et déchaînés. Cela implique aussi concrétiser cette « nouvelle approche de la coopération » que nous servent du bout des lèvres les discours officiels ressassés année après année.

*NOTE : Pour faciliter la lecture, j'ai évité les notes en bas de page, de même qu'une bibliographie, préférant intégrer toutes ces données au corps même du texte. Mais je recommande la lecture d'une **Réflexion sur la conjoncture** que j'ai soumise à l'Assemblée générale de l'AQOCI en 2006 et dont le texte présent est en quelque sorte un suivi. Merci. - **Jooneed Khan***